

Caulfield, J. & Peake, L. éds (1996) *City Lives & City Forms. Critical Research & Canadian Urbanism*. Toronto, University of Toronto Press, 347 p. (ISBN 0-8020-0514-4).

Jean-Bernard Racine

Volume 42, numéro 116, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022749ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022749ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

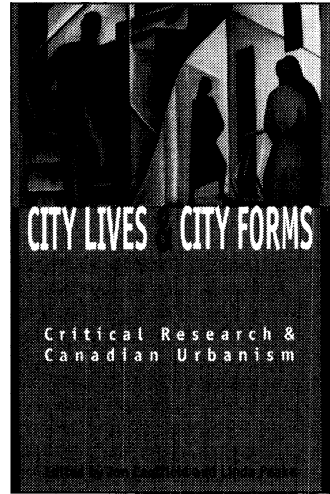
[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Racine, J.-B. (1998). Compte rendu de [Caulfield, J. & Peake, L. éds (1996) *City Lives & City Forms. Critical Research & Canadian Urbanism*. Toronto, University of Toronto Press, 347 p. (ISBN 0-8020-0514-4).] *Cahiers de géographie du Québec*, 42(116), 298–300. <https://doi.org/10.7202/022749ar>

CAULFIELD, J. & PEAKE, L., eds (1996) *City Lives & City Forms. Critical Research & Canadian Urbanism*. Toronto, University of Toronto Press, 347 p. (ISBN 0-8020-0514-4)

La crise des villes apparaît comme une crise du discours sur la ville, dit-on volontiers aujourd'hui. D'une certaine manière c'est ce qu'illustre et légitime dans ses objectifs comme dans sa manière un ouvrage renvoyant certes exclusivement au contexte de la société canadienne dans son contenu factuel, mais ouvert sur le plan disciplinaire, engagé cependant, malgré ou à travers le pluralisme des approches, dans le paradigme critique. Quiconque aura l'âge d'avoir fréquenté de près les auteurs radicaux des années 1960-1970 aura l'impression d'un air de déjà-vu auquel sacrifie Jon Caulfield, de la Division des sciences sociales de York University, dans son introduction. Volontairement ou non, en explicitant rapidement quelques idées clés de quelques-uns des auteurs, il prépare le lecteur à recevoir un message plus substantiel illustrant, au travers d'une série d'études de cas concernant toutes les parties du Canada ou presque, les différentes manières qu'ont pu avoir divers chercheurs individuels de traduire ces mêmes idées, cette culture, et donc ce sens partagé, dans leurs différents programmes de recherche au sein du champ urbain.



Et de fait, au-delà de ces réminiscences sympathiques d'où s'échappe un brin de nostalgie envers nos grands combats politico-philosophico-épistémologiques, un peu oubliés, trop vite oubliés, cet ouvrage retrace les thèmes clés des études urbaines actuelles en s'appuyant sur l'analyse des villes canadiennes et de leurs habitants. Les recherches multidisciplinaires spécifiques au Canada sont cependant autant de motivations et d'exemples de réflexion critique sur le devenir des villes et de leurs habitants. Et ce de plusieurs manières et points de vue dans une pluralité recoupée par la pluralité des disciplines visées et mobilisées, qui font de ce pluriel reflété dans le titre l'originalité et l'intérêt de ce livre, et ce au-delà des thèmes couverts.

Ceux-ci sont réorganisés en trois parties. La première, «People, Places, Cultures» permet de «revisiter» la nature de l'espace urbain et du lien entre cet espace et les relations sociales. L'espace urbain étant alors compris comme l'expression physique de processus sociaux construits par des valeurs et des politiques. La deuxième partie «The economy of cities» explore de manière plus spécifique l'impact de l'économie et de son évolution sur les villes et leurs paysages sociaux et physiques. La dernière partie enfin, «Urban social movements», se focalise sur les pratiques sociales, incluant par exemple celles spécifiques aux deux sexes, aux différentes ethnies et à l'environnement.

On découvre alors, dès le premier chapitre, sous la plume de David Ley, que si nostalgie et sentiment de déjà-vu il y a, la donne a souvent changé en même temps que les joueurs et les enjeux, que de nouveaux partenaires sont entrés dans le débat et que le changement lui-même est en cours de changement. Il valait tout à fait la peine de remettre l'ouvrage sur le métier, d'autant plus qu'aujourd'hui la notion centrale d'interaction s'est enrichie aux dimensions des cinq sens d'une part, et qu'elle est mobilisée à toutes ses échelles de pertinence, du plus fin de ce qui tisse et trame le sens et les pratiques de notre vie quotidienne, aux déterminations plus générales liées à la place de l'État ou des marchés, en passant par les diverses médiations institutionnelles. Qu'on est loin des tiroirs d'antan. À l'évidence, la pensée s'est elle-aussi globalisée, reconnaissant, même à l'échelle de lieux étroitement circonscrits, de vrais et grands problèmes (*small places, big problems*, comme aiment à le dire les anthropologues) et sachant jouer l'air des relations local-global (Damaris Rose) pour les avoir préalablement et de plus en plus soigneusement explicitées.

Et ceci est tout de même radicalement nouveau. Le travail de mise à plat («expliquer, c'est sortir de ses plis», disait Jean Piaget) est en cours. Le structuralisme méthodologique n'oublie plus de s'intéresser aux conditions d'élaboration, de production et de contrôle des structures, l'histoire n'est plus de l'historicisme mais un moyen de lutte contre l'amnésie ambiante, et les mouvements sociaux ne se réduisent pas aux seules déterminations de la production économique et des rapports de classes mais mobilisent d'autres dimensions de la vie sociale, incluant les relations de genre, de «race» — entre guillemets — de sous-culture et de valeurs partagées, comme celles liées aux enjeux écologiques et au «bon» aménagement urbain.

Finalement, si crise du discours sur l'urbain il y a, ce livre n'en témoigne pas. Il ressuscite peut-être fort opportunément le discours critique, parce que, justement, l'ensemble de ces études et de ces focalisations diverses identifient bien un système urbain sur le point d'entrer en crise dans le contexte d'une société en profonde mutation liée à la crise de l'emploi, à la transformation du travail, au retrait, voire au démantèlement de l'État et du filet social. Maintes fois décrit en termes d'utilisation du sol, l'archipel canadien prend actuellement d'autres significations en termes de morphologie sociale: quelques fragiles enclaves de privilégiés au sein d'un espace toujours croissant de précarité. Un scénario qui n'est guère favorable au développement des politiques sociales et urbaines, à la civilité politique, ou à l'harmonie culturelle et raciale.

Une manière de permettre à une nouvelle discussion globale de la recherche critique dans le domaine urbain de s'engager dans de nouvelles pistes de réflexion, s'appuyant sur de nouvelles sources et ressources, luttant aussi bien contre l'amnésie historique, toujours dangereuse, que contre les mythes, toujours prêts à renaître dans les consciences et les représentations, contre certaines formes d'abstraction (dont celle du capital global) de la vie réelle et de la vie académique qui pénalisent aussi bien la vie de tout un chacun que la recherche. Et ce d'autant plus que l'urgence est toujours plus grande, que l'essentiel des transformations réside bien dans la

crystallisation, à travers le processus de restructuration économique urbaine, du processus de dualisation sociale de la société, en d'autres termes la polarisation des avantages et des désavantages, que l'on parle des espaces — fussent-ils souterrains — ou de ceux qui les occupent et des relations à l'altérité et à l'extériorité qui s'y vivent, de plus en plus dures. Il est plus que jamais temps de dénoncer le pastiche et les déguisements qui caractérisent l'urbanisme postmoderne et la construction de la «cité conviviale» avec ses *ins* et ses *outs*, ses inclus et ses exclus.

L'introduction était déjà conclusive, mais trop rapidement. Cette rencontre, certes bienvenue, entre géographes, politologues, sociologues, anthropologues et urbanistes, le recours, explicite ou non mais de plus en plus généralisé, aux pratiques proprement ethnométhodologiques, dont on voit bien qu'elles vont heureusement contaminer toutes les sciences sociales, tout cela méritait au moins un chapitre bilan réflexif et critique. La pensée scientifique a ceci de particulier en effet qu'il lui appartient de se retourner sur elle-même, sur la légitimité de ses questions comme de ses réponses, sur la nature du référentiel théorique dans lequel elle s'inscrit et qui lui donne sens. Ce n'est malheureusement guère le cas ici. Comme s'il était entendu au départ que tout en affirmant le parti-pris interdisciplinaire, et sous prétexte d'orientation «critique» peut-être considérée comme une sorte «d'outre-disciplinarité», on allait rester entre soi alors même que l'on est confronté à des réalités radicalement nouvelles, et reconnues d'ailleurs, et fort bien dites, comme la métropole marginale de Damaris Rose, ou la «cosmopole» de Engin F. Isin. Mais c'est sans doute la grande faiblesse de ce livre pourtant passionnant et d'autres livres-mode oubliant d'une part les dangers du caractère trop textuellement transmissible de la maladie du postmodernisme, oubliant d'autre part qu'on ne saurait lutter contre la «mondialisation du pire», et mettre en place les «contre-feux»¹ qu'attendent ceux qui ressentent au plus profond d'eux-mêmes les dangers de l'utopie néolibérale convertie en programme politique avec l'aide de la théorie économique dont elle se réclame, en occultant totalement les tenants et aboutissants et les authentiques contributions de la pensée économique et, singulièrement, celles de la nouvelle économie urbaine. C'est la seule réserve que j'énoncerai ici, dans la mesure où cette absence des économistes, récurrente dans les ouvrages se réclamant de la pensée critique, limite gravement leur portée. Mais c'est là une autre histoire dont il conviendrait de parler sous peu.

1 BOURDIEU, Pierre (1998) *Contre-feux, propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*. Paris, Liber Raisons d'agir.

Jean-Bernard Racine
Faculté des Lettres
Université de Lausanne